

Europe, réchauffement et président

Articles

Le 5 novembre 2009 |

Les dirigeants de l'Union européenne se sont mis d'accord à Bruxelles, la semaine dernière. Les pays européens seront donc unis à la Conférence mondiale sur le climat à Copenhague de début décembre. Avec cet accord, l'Union européenne dit qu'elle est toujours à l'avant-garde de la lutte contre le réchauffement climatique. Un autre accord a eu lieu à Bruxelles sur le traité de Lisbonne. L'Union européenne va enfin pouvoir changer son fonctionnement et avoir un Président du Conseil européen. Cela pourrait être Herman Van Rompuy, l'actuel premier ministre belge.



Photo : Belga

Fin de semaine dernière à Bruxelles, la Tchéquie a enfin dit « oui » au Traité de Lisbonne. Après le vote irlandais du mois dernier, c'était le dernier pays qui devait donner son accord. L'Union européenne va donc pouvoir changer son fonctionnement. L'Union pourra notamment avoir un Président du Conseil européen. Comme le Parlement européen et comme la Commission, le Conseil européen aura un président à plein temps. Le président sera élu par les chefs d'Etat et de gouvernement des pays membres de l'Union européenne. Le président sera le visage et la voix de l'Union européenne. Il représentera l'Union au niveau international.

Comme président, on avait parlé de Tony Blair, l'ancien premier ministre britannique. On a parlé de Jean-Claude Juncker, un luxembourgeois. Le nom de Guy Verhofstadt, ancien premier ministre, avait aussi été lancé. Et voilà que celui qui apparaît comme favori, c'est l'actuel premier ministre belge : Herman Van Rompuy (CDnV). Si Van Rompuy devient le

premier président du Conseil de l'Union européenne, il ne sera plus premier ministre de Belgique. Il faudra donc le remplacer. Par qui ? Peut-être par ...Yves Leterme (CDnV), actuel ministre des Affaires étrangères et ancien premier ministre.

Climat

La semaine dernière à Bruxelles, les dirigeants européens ont discuté d'un autre sujet important : la lutte contre le réchauffement climatique. Et surtout, ils ont trouvé un accord pour que l'Union européenne parle d'une seule voix au sommet mondial sur le climat qui a lieu en décembre à Copenhague. Après la réunion de Bruxelles, Herman Van Rompuy, premier ministre de Belgique donc, a déclaré : *Nous ne mettons pas toutes nos cartes sur la table. Il faut être ambitieux, mais il faut aussi être tactique* ». L'ambition ? Les Etats de l'Union se sont engagés à diminuer les émissions de gaz à effet de serre de 20 % d'ici 2020, en comparaison avec le niveau de 1990. Ils sont même prêts à aller jusqu'à 30% en moins à condition que les autres pays industrialisés le fassent aussi. Et pour 2050, ils vont jusqu'à 80 voire 95% de gaz à effet de serre en moins. Mais toujours si les autres pays industrialisés (Etats-Unis et Chine, par exemple) le font aussi. Car, l'Union européenne veut être à l'avant-garde de la lutte contre le réchauffement climatique.

Chaud

Quand George Bush était président des Etats-Unis, ce n'était pas difficile pour l'Europe de se montrer bonne élève dans la lutte contre le réchauffement climatique. La lutte contre le réchauffement climatique n'était une priorité de la politique de George Bush. Depuis l'élection d'Obama, il y a un an, les choses sont un peu différentes. Les Etats-Unis se montrent plus volontaires dans la lutte contre le réchauffement. Mais les objectifs américains restent modestes : en 2020, 7% de gaz à effet de serre en moins par rapport à 1990. Avec les chiffres avancés, l'Union européenne reste donc le bon élève. « C'est ambitieux » comme le dit Van Rompuy. Mais, réchauffement climatique ou pas, « il faut aussi être tactique. » Autrement dit, il ne faut pas abattre toutes ses cartes avant la fin de la partie. Il faut voir ce que vont faire les partenaires. Et surtout les autres grands pays industrialisés. Eux, que sont-ils prêts à mettre sur la table ? Car pour lutter contre le réchauffement climatique, il faut de l'argent. C'est un des grands sujets qui sera discuté au sommet de Copenhague en décembre.

Froid

La Commission européenne a chiffré l'aide à accorder aux pays les plus pauvres. Pour les années 2010 à 2013, il faudrait de 5 à 7 milliards d'euros par an. Sur la période 2013-2020, il faudrait environ 100 milliards d'euros par an pour les aider à lutter contre le réchauffement. Dans cette somme, on estime qu'environ la moitié viendrait des Etats et des pouvoirs publics. Quelle part va donner l'Union européenne ? Sur les 100 milliards d'aide, la Commission européenne proposait que l'Union verse 15 milliards d'euros. Mais les dirigeants européens n'ont pas voulu fixer de chiffres précis. Ils attendent de voir quels seront les efforts que les autres pays seront prêts à faire. C'est une question de tactique. C'est aussi une question de tactique à l'intérieur de l'Union européenne. Car les 27 pays membres ne sont pas tous d'accord. Les pays d'Europe centrale et orientale n'ont pas les mêmes moyens que les pays d'Europe occidentale. Ce sont en quelque sorte, les pays « pauvres », les pays « en voie de développement » de l'Union européenne. Et ces pays ont une industrie qui pollue beaucoup, qui rejette beaucoup de gaz à effet de serre.

